

Lausanne

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 37'145
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 844.3
N° d'abonnement: 844003
Page: 36
Surface: 100'564 mm²

L'image d'un pays amochoée par ses historiens

Jean-Christian Lambelet fustige à son tour les experts prétendant que la Suisse a été complice des nazis



1946

Gilbert Salem

Au début d'octobre de cette année-là, le Grand Prix du Festival de Cannes est décerné à un film suisse réalisé par le cinéaste d'origine viennoise Leopold Lindtberg (1902-1984), et dont le retentissement sera mondial. *La dernière chance* raconte l'épopée tragique, en 1943, d'un groupe d'évadés traqués par les Allemands, qui parviennent à traverser un col neigeux pour trouver refuge et consolation dans notre pays. L'œuvre est saluée unanimement par la critique, qui lui reconnaît une véracité de documentaire et, durant un lustre, le peuple helvétique passera pour un modèle de courage, de solidarité. Un ami discret (car prudent) mais indéfectible des Alliés.

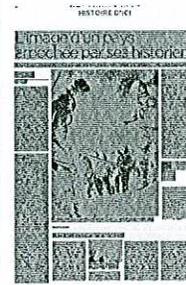
«Puis un virage s'est amorcé, qui a fini par atteindre 180 degrés», écrit dans un nouveau livre sur ce sujet troublant Jean-Christian Lambelet, professeur ordinaire d'économie à l'UNIL. Cette publication coïncide avec la traduction de *La Suisse face aux nazis*, de l'historien américain Stephen P. Halbrook, que nous vous avons présenté récemment*.

Le film *La dernière chance*, sorti en 1945, contribua à donner une image très positive du rôle que joua la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Les choses allaient changer dès les années 50. DR

Lausanne

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 37'145
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 844.3
N° d'abonnement: 844003
Page: 36
Surface: 100'564 mm²

Autoflagellation contagieuse

L'économiste lausannois étreillé à son tour les travaux de la Commission Bergier qui, de 1996 à 2001, avait réexaminé les rapports entre la Confédération et le Ille Reich. Mais il rappelle que ce «tribunal arbitraire» et les intellectuels, dénigreur de leur propre pays, eurent des précurseurs illustres: l'écrivain Max Frisch, avec sa pièce de théâtre *Andorra*, en 1961, et en 1981, *Das Boot ist voll* («la barque est pleine»), de Markus Imhoof, qui fut nommé pour l'Oscar du meilleur film étranger. Entre-temps, avait paru à Paris *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, le brûlot best-seller d'un certain Jean Ziegler...

Un peu comme si notre pays redevenait exemplaire, cette fois à rebours: toujours courageux, mais par sa volonté louable de se critiquer lui-même. Cette autocritique, que d'aucuns jugèrent éclairée, alla à la dérive, pour se muer en autoflagellation contagieuse, s'insurge en substance Jean-Christian Lambelet, en pamphlétaire très indigné - très avisé aussi.

L'endémie se serait, selon lui, accentuée au mitan des années 90, alors que la Commission Bergier, mandatée par le Conseil fédéral et constituée de neuf «experts indépendants», épluchait méthodiquement les fonds juifs en déshérence (*lire encadré*). Deux ans déjà avant la remise de leur rapport final à l'exécutif fédéral, Lambelet faisait ses propres recherches en suivant leurs brisées: en 1999, il publie à l'Age d'Homme *Le mobbing d'un petit pays*, un recueil de thèses historiques, où il écrit cette phrase qu'il conteste désormais: «La

politique suivie par la Suisse envers les réfugiés est une page peu glorieuse dans l'histoire du pays.»

Depuis, des doutes se sont insinués dans son esprit d'analyste économique; «je ne suis pas un historien professionnel», se défend-il. «La Commission Bergier a ignoré ou minimisé quantité de faits avérés et d'interprétations pertinentes, mais qui n'allaient pas dans le sens voulu. Elle nous a raconté non pas l'Histoire, mais des histoires, dans le domaine des réfugiés comme dans beaucoup d'autres. Clemenceau disait que la guerre est chose trop sérieuse pour qu'on s'en remette aux militaires. De même, l'histoire nationale est trop importante pour qu'on fasse confiance aux seuls spécialistes ou, du moins, à certains d'entre eux. Le cinéaste Leopold Lindtberg était meilleur historien.»

Chiffres revus

Avec une douzaine d'autres esprits sceptiques, dont des diplomates, des militaires au long cours, des scientifiques, des historiens aussi, il a réinspecté à la loupe toutes les récriminations qui ont été faites à la Suisse durant le conflit. Lambelet publie maintenant des erreurs de calcul flagrantes de la Commission Bergier, notamment quant au nombre des juifs qui ont été accueillis en Suisse clandestinement, même après la décision fédérale du 13 août 1942 fermant nos frontières aux réfugiés illégaux. Le nombre des israélites refoulés aurait, lui aussi, été maladroitement amplifié, car les statisticiens d'après-guerre mettaient dans un même panier ceux qui

avaient été éconduits et ne revenaient pas, et les récidivistes épouvantés qui eurent la belle audace de refrapper à nos portes.

D'autres détails navrants sont relevés dans les 25 volumes du rapport Bergier. Lambelet ne croit aucunement à quelque conspiration juive et relève que la communauté israélite de notre pays s'est comportée avec une neutralité digne et exemplaire. En revanche, il s'en prend vertement à quelques historiens «aliénés» de gauche, «appuyés par une fraction de la classe politico-médiatique», sans lesquels la mode de l'autoflagellation n'aurait pas sévi durant une pleine décennie.



De la Suisse pendant la guerre
Jean-Christian Lambelet
Ed. Slatkine, 136 pages.

Rectificatif

* Dans notre article du 9 juillet sur le livre de Stephen P. Halbrook *La Suisse face aux nazis*, trois lecteurs attentifs ont relevé une erreur de date qui m'incombe. Elle situe la rencontre d'un témoin avec Gerd von Rundstedt en 1966, soit treize ans après la mort du maréchal de la Wehrmacht. Le rendez-vous a bien eu lieu, mais en 1951.

Mes excuses, et merci à MM Barraud, Berseth et Détraz. **G.SM**

Lausanne

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 37'145
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 844.3
N° d'abonnement: 844003
Page: 36
Surface: 100'564 mm²

1995-1998**«Un chantage et un racket réussis»**

Décembre 1996. Jean-Pascal Delamuraz achève une année présidentielle qui l'a particulièrement accablé, et à des journalistes romands qui s'en étonnent et lui demandent quel fut le moment le plus difficile de celle-ci, le grand politicien vaudois répond gravement, tristement:

«L'affaire des fonds juifs et de l'or nazi. (...) Elle fut une formidable volonté politique de déstabilisation et de compromission de la Suisse. Elle a eu un relais à Washington et un à Londres, où il ne s'agissait de rien d'autre que de démolir la place financière suisse.»

Le politicien vaudois ne croyait pas non plus à l'efficacité d'un Fonds d'aide aux



Jean-Pascal Delamuraz fut particulièrement attristé par l'affaire des fonds juifs. KEYSTONE

victimes du nazisme: il serait un aveu de culpabilité. Le montant de 250 millions de francs (qui in fine dépassera nettement le milliard...) «n'est rien

d'autre qu'une rançon et du chantage».

Petit rappel: en 1995, des journaux israéliens signalent que plus de 50 millions de francs appartenant à des juifs se trouvent en Suisse, sur des comptes en déshérence. Nos banques rétorquent que cette somme, répartie sur 775 comptes, ne s'élève qu'à 38 millions. Des Américains, le Congrès juif mondial notamment, entrent en scène; une commission Volcker est créée (peu avant celle de Jean-François Bergier), les négociations deviennent serrées entre banquiers suisses et organisations israélites, qui obtiendront en 1998, pour solde de tout compte 1,25 milliard de francs. Pourquoi nos banques ont-elles accepté de payer une «rançon» aussi disproportionnée, demande Jean-Christian Lambelet, qui parle de «chantage et de racket réussis». «Principalement parce qu'elles faisaient alors l'objet, elles et d'autres entreprises suisses travaillant aux USA, de menaces de boycott, d'embargo et autres mesures dans divers Etats américains (...). En rétrospective, on se dit qu'il aurait mieux valu qu'elles perdent ce «business» ou y renoncent d'elles-mêmes. Cela leur aurait évité, du moins en partie, de se trouver empêtrées dans la crise financière qui s'est déclenchée aux Etats-Unis en août 2007 avec la débâcle des *subprime*.»